

Elections territoriales : un besoin vital pour le régime TGV

Madonline – 13/8/11

Quand le totalitarisme déguisé de l'autorité de fait au sommet de l'Etat et dans ses institutions ne permet plus de maîtriser la population ni la situation, les élections communales et régionales semblent être la seule solution. Le régime TGV tente d'outrepasser la recommandation du médiateur de la SADC, Joaquim Chissano, sur le fait de prolonger le mandat des maires en attendant les conditions politiques favorables à une élection démocratique.

L'autorité de fait TGV se rend compte qu'elle n'a qu'un seul élu, un « maire Madagascar ». La plupart des communes sont toujours sous le contrôle de la mouvance Ravalomanana. Ce qui est un handicap pour la HAT et ses alliées avant les élections nationales. Le calcul politique des TGV devait être cautionné par les forces politiques alliées qui ont paraphé la première feuille de route. Andry Rajoelina a pour le moment échoué dans sa tentative de rendre sa décision d'organiser des élections pour placer des maires et des chefs de région TGV avant les élections nationales, une mesure prise de manière collective et non unilatérale. Le TGV et l'UDR-C sont bien seuls mais peu importe, ils contrôlent le gouvernement d'union des transfuges.

L'information de la semaine a été la lettre du médiateur de la SADC, datée du 09 août 2011, adressée au groupement politique ESCOPOL avec une copie pour les autres forces et mouvances politiques, ainsi que le Groupe international de contact – Madagascar. La médiation « propose que le Parlement de transition considère l'adoption d'une prolongation d'un an du mandat des Maires, afin que les élections municipales et régionales puissent seulement être tenues après la mise en œuvre de la Feuille de route qui permettra de créer les conditions techniques et politiques appropriées pour les élections libres, justes et crédibles à Madagascar ». Joaquim Chissano rappelle que toute élection tenue en dehors du cadre électoral prévu dans la feuille de route, dans la supervision des Nations Unies, ne peut pas et ne sera pas reconnue par la communauté internationale.

Pour le moment, les Nations Unies pour le régime HAT-TGV sont l'OIF. Et Abdou Diouf, l'homme à la tête de l'organisation francophone, a donné en plus de sa bénédiction un logiciel magique à Andry Rajoelina qui espère pouvoir impressionner la communauté internationale par la gestion informatisée d'un scrutin. La HAT a d'abord réagi positivement à la lettre de Chissano, trop heureuse de voir que certains de ses faits accomplis sont reconnus. Le régime TGV est prêt à signer la feuille de route amendée. Dans un communiqué de sa présidence, il déclare n'avoir jamais pris la décision de tenir une élection cette année mais a seulement demandé l'avis des partis politiques après avoir fait les préparatifs nécessaires.

Le politiquement correct de la HAT est contesté par son gouvernement supposé d'union dès le lendemain. Le conseil de gouvernement Vital persiste à organiser au moins une élection en 2011. Le prétexte est la nécessité d'asseoir une nouvelle autorité face à une certaine déliquescence de l'Etat. Le groupe parlementaire TGV/UDR qui maîtrise le parlement de la HAT passe à l'attaque et insiste sur la nécessité d'organiser les communales et les régionales avec comme argument la souveraineté de la mouvance Rajoelina, et de l'Etat. Les TGV ont besoin de nouveaux maires pour préparer le terrain avant de passer le test des législatives et de la présidentielle. Il a même intérêt à organiser le scrutin en dehors du processus de la feuille de route. Le boycottage des autres mouvances lui ouvrira la voie.

L'argument des pro-TGV/HAT est la nécessité d'une représentation démocratique. On brandit même la menace d'une série de mouvements populaires pour destituer les maires dont le mandat est exprimé. Dire que le mandat de 2 ans soutiré à la HAT par le chef de l'autorité de fait a expiré en mars 2011. Dans d'autres pays aspirant à la démocratie, une constitution visant à prolonger le pouvoir de quelqu'un qui n'a même pas été élu aurait provoqué une vague de contestation. Ce qui n'est pas possible sous un régime militaro-civil et quasi-totalitaire comme Madagascar

Source : http://www.madonline.com/article_04947_fr.html